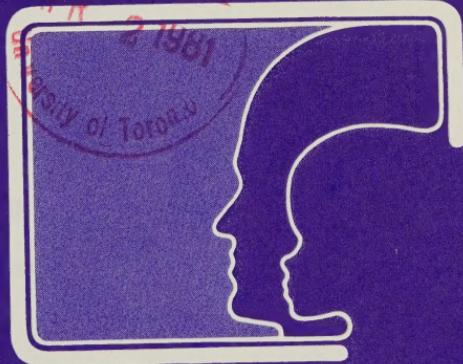
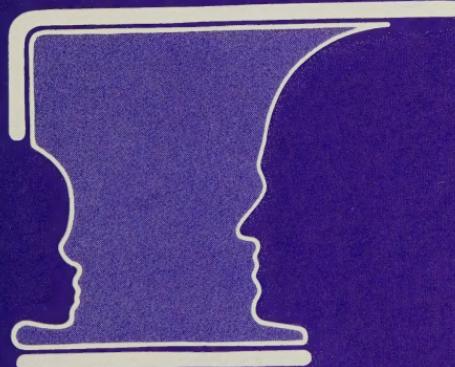


CA 2 ON
SM
-2252

Vous et l'enfant maltraité

Un phénomène alarmant
en Ontario



Ministère des
Services sociaux et
communautaires

janvier 1981

Année internationale
des personnes handicapées



L'honorable Keith C. Norton
Ministre Robert D. Carman
Sous-ministre

Table des matières

Government
Publications

Introduction	1
Nature des mauvais traitements	2
L'agression sexuelle	3
La cruauté mentale	4
Fréquence des mauvais traitements	5
Les auteurs et les victimes de mauvais traitements	5
Causes	6
Remèdes	6
Le dépistage	7
La prévention	9
Une responsabilité partagée	10
Rôle des spécialistes	11
Rôle des agents d'intervention	12
Rôle du public	13
Rôle et influence du gouvernement	14
Les sociétés d'aide à l'enfance	15
Bureaux régionaux du ministère	18



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114703218>

Introduction

La présente brochure s'adresse à tous les citoyens de l'Ontario qui s'intéressent à la protection de l'enfance, au phénomène des enfants victimes de brutalité, de cruauté mentale, d'agression sexuelle ou autres mauvais traitements qui les marquent profondément, mettent leur vie en danger ou menacent leur vie.

Les bourreaux d'enfants agissent généralement sous l'emprise de la colère ou de la haine, en raison de problèmes personnels ou par ignorance, voire au nom d'une discipline mal comprise.

Il est impossible d'évaluer rigoureusement le nombre de bébés et d'enfants victimes de sévices de toutes sortes, en raison de la difficulté de prévenir et de dépister tous les cas d'agression possibles.

Mais nous savons que c'est un phénomène trop répandu, qui ne disparaîtra que grâce à la compréhension et à la collaboration de tous les citoyens. Chacun doit avoir assez de détermination et de courage pour signaler aux autorités les cas d'enfants maltraités qu'il connaît dans son entourage.

Pour leur part, les médecins, travailleurs sociaux, membres du personnel hospitalier, enseignants, policiers et autres agents d'intervention doivent faire montre d'un grand jugement et de beaucoup de tact pour reconnaître le problème et prendre les mesures nécessaires.

Dans chaque collectivité, il faut mettre sur pied des équipes de spécialistes capables de collaborer étroitement à la protection de l'enfance. Ces équipes doivent pouvoir disposer de l'information la plus récente et des programmes de formation et autres ressources nécessaires pour lutter efficacement contre ce fléau.

Nature des mauvais traitements

Le problème des enfants maltraités n'est pas nouveau: il y a toujours eu des enfants brutalisés ou négligés. Mais ce qui a changé, c'est que notre société se préoccupe de plus en plus de la santé et du bien-être de l'enfance qu'elle entend protéger de façon plus directe par des mesures telles que la refonte de certaines lois, la formation de spécialistes et le traitement des personnes qui brutalisent les enfants.

Les sévices exercés sur les enfants constituent un problème complexe, et certaines formes sont très difficiles à déceler.

En Ontario, la négligence d'ordre physique ou psychologique est assimilée aux mauvais traitements, car on peut tout aussi bien maltraiter un enfant en le battant qu'en le négligeant: les mauvais traitements et la négligence sont souvent les deux vers de une même médaille.

La gamme des mauvais traitements peut varier à l'infini. Combien de parents savent qu'un petit enfant peut souffrir de lésions cérébrales, ou même mourir, pour avoir été trop violemment secoué?

L'habitude d'humilier un enfant relève de la cruauté mentale, tout comme la privation de toute marque d'affection. Quant à l'agression sexuelle, elle peut prendre différentes formes, depuis un incident de peu de conséquence jusqu'au viol. Il n'y a pas de définition universelle qui s'applique à toutes les formes de mauvais traitements.

Les enfants sont entièrement à la merci des adultes, notamment de leurs parents ou de leurs gardiens. C'est pourquoi il existe des lois pour la protection de l'enfance. Malheureusement, elles ne sont pas assez connues. Pour être efficaces, il faut aussi qu'elles soient comprises du public et appuyées par la collectivité.

Dès 1893, le gouvernement de l'Ontario adoptait une loi pour la prévention de la cruauté envers les enfants et la protection de l'enfance. Cette loi prévoyait la création de sociétés d'aide à l'enfance dans toute la province.

Il existe aujourd'hui en Ontario cinquante sociétés d'aide à l'enfance, qui sont habilitées par la loi à s'occuper des enfants ayant besoin de protection. Elles constituent véritablement l'avant-garde de la lutte contre l'enfance maltraitée.

Selon la *Loi sur le bien-être de l'enfance*, toute personne ayant connaissance qu'un enfant manque de soins, a besoin de protection ou est victime de sévices, est tenue de le signaler à une société d'aide à l'enfance. En vertu des amendements apportés à cette loi en 1978, celui qui, dans le cadre de son travail professionnel ou en vertu de ses fonctions officielles, a des raisons de soupçonner qu'un enfant est victime de mauvais traitements, est tenu d'en informer les autorités.

La loi prévoit aussi que les renseignements communiqués sont confidentiels et ne peuvent entraîner de poursuite contre leur auteur s'ils ont été communiqués en toute bonne foi et sont raisonnablement fondés. (S.O., 1978, c. 85, art. 49.)

Signaler un cas possible de mauvais traitement est souvent le premier geste à poser pour venir en aide à un enfant. Il revient notamment aux médecins, aux enseignants, au personnel hospitalier et aux autres spécialistes de signaler les cas graves.

En général, cette démarche met en branle un processus dans lequel interviennent plusieurs organismes communautaires.

Les spécialistes tenteront d'abord d'aider la famille à régler ses problèmes sans arracher l'enfant à son foyer. Dans certains cas, il est cependant nécessaire de soustraire temporairement, voire définitivement, l'enfant à sa famille.

Mais si on peut aider les parents à résoudre les problèmes qui sont à l'origine du mal, il est préférable que l'enfant demeure dans son foyer.

Pour bien des gens, la brutalité apparaît moins révoltante que l'agression sexuelle.

L'agression sexuelle a fait l'objet de peu de recherche. Contrairement à ce que l'on croit généralement, elle est presque toujours le fait de l'un des parents ou d'un ami de la famille, et non d'étrangers. Ce genre d'agression s'explique moins souvent par l'hostilité que par le désir d'assouvir des besoins sexuels ou affectifs. Il semble que l'inceste soit beaucoup plus fréquent qu'on aimerait le croire.

Les enfants ne sont pas toujours traumatisés par ces expériences et ils ne cherchent pas nécessairement à s'enfuir du foyer familial par la suite. Mais les risques de traumatismes psychologiques n'en sont pas moins très élevés.

Les victimes sont généralement des adolescentes et les coupables, le père, le mari ou l'ami de la mère.

Parfois, la mère est au courant de la situation et ne fait rien pour y mettre fin. Il arrive aussi que le père abuse de plusieurs de ses filles.

Parfois, l'une d'elles fera durer la situation pour "protéger" sa cadette.

L'enfant est souvent moins traumatisé par la relation incestueuse elle-même que par les réactions de l'entourage: horreur, incrédulité, reproches.

Les poursuites judiciaires peuvent même envenimer les choses. Tout comme l'adulte victime d'un viol, la

La cruauté mentale

fillette peut être soumise à des examens et à des interrogatoires interminables, en privé et en public, lorsqu'elle n'est pas accablée de reproches, punie ou humiliée.

Les méthodes d'intervention thérapeutique sont généralement rudimentaires, car cette forme d'abus est rarement reconnue et reste souvent cachée.

Il est urgent de mettre au point des méthodes de recherche éprouvées dans ce domaine.

Bien souvent, des parents, des enseignants et des gardiens occasionnels, par ailleurs incapables de brutaliser un enfant pour le corriger, ne prennent pas conscience qu'ils peuvent le blesser profondément en paroles. Répéter souvent à un enfant qu'il n'est bon à rien, c'est l'exposer à le croire et à agir en conséquence.

L'affection des parents est tout aussi nécessaire au développement physique d'un enfant qu'à son développement psychique. Un bébé a besoin de se faire prendre, de se faire dorloter et d'entendre des paroles affectueuses. Selon certains chercheurs, la privation de ces marques essentielles d'affection est souvent un signe avant-coureur de mauvais traitements éventuels.

La tendresse permet de créer, entre les parents et l'enfant, des liens essentiels à la croissance normale. Il est évident qu'un enfant qui grandit entouré d'affection est moins exposé à être victime de mauvais traitements. Mais si l'absence de marques de tendresse se double d'agressions verbales, l'enfant risque d'en être profondément marqué. On ne peut mesurer la fréquence de ce genre de mauvais traitement, mais presque tout le monde s'en est rendu coupable, un jour ou l'autre.

Par ailleurs, la tolérance excessive et le manque de discipline peuvent aussi constituer une forme déguisée de cruauté mentale.

Fréquence des mauvais traitements

Il est impossible de déterminer exactement le nombre d'enfants maltraités chaque année en Ontario. Selon les statistiques du registre de l'enfance maltraitée, créé par le ministère des Services sociaux et communautaires en 1966 à partir des rapports des sociétés d'aide à l'enfance, le nombre de cas signalés par ces dernières, qui était de 407 en 1970 et de 769 en 1975, est passé à 1,700 en 1978. Ces chiffres ne traduisent pas nécessairement une augmentation du nombre d'enfants maltraités, mais peut-être une plus grande compréhension du problème et un plus grand empressement à signaler les cas de mauvais traitements.

Selon le Coroner en chef de l'Ontario, chaque mois, en moyenne, un enfant meurt à la suite de mauvais traitements. Mais il est évident que les cas signalés ne sont que les plus facilement identifiables, parce qu'ils sont les plus évidents.

Les auteurs et les victimes de mauvais traitements

Les enfants maltraités ne se rencontrent pas seulement dans les milieux défavorisés, les familles peu instruites, chez les malades mentaux, les narcomanes ou les alcooliques. S'il semble en être ainsi, c'est que ce genre de familles attire plus facilement l'attention des autorités.

Dans quelque 75 pour cent des cas, les parents sont les auteurs des mauvais traitements infligés à un enfant. Dans les autres cas, ce sont les parents nourriciers, les frères ou soeurs, d'autres membres de la famille ou des personnes ayant la garde temporaire de l'enfant.

Il y a des enfants de tout âge qui sont victimes de brutalité, de cruauté mentale ou d'agression sexuelle, notamment un nombre croissant d'adolescents, mais les cas les plus fréquents concernent les bébés. Jusqu'à l'âge de 13 ans, il semble que le nombre des victimes se divise presque également entre filles et garçons. Par la suite, les cas touchant des filles sont plus fréquents.

Certains enfants seraient plus susceptibles que d'autres d'être maltraités, en raison de leur personnalité ou d'une situation particulière.

Causes

Les causes des mauvais traitements infligés aux enfants sont des plus variées, mais certaines situations semblent plus fréquentes que d'autres.

Les mauvais traitements ont souvent pour origine une nervosité exacerbée par des difficultés intolérables, l'alcool ou la drogue. Dans certains cas, ils sont infligés par des personnes convaincues d'agir dans l'intérêt de l'enfant.

Ils peuvent aussi s'expliquer par des conflits d'ordre culturel ou par le fait que les parents ont eux-mêmes été brutalisés dans leur enfance. Pour certains parents, les punitions corporelles sont le seul moyen qu'ils connaissent pour corriger leurs enfants. D'autres, qui ne connaissent rien des étapes du développement de l'enfant, usent de punitions trop sévères parce que l'enfant ne répond pas à leurs attentes.

Pour révoltants qu'ils soient, ces comportements n'en sont pas moins l'indice de graves déséquilibres. Selon les spécialistes, les trois quarts des personnes qui maltraitent les enfants ont des problèmes que l'on peut les aider à résoudre.

De nombreux chercheurs sont convaincus que la violence envers les enfants est la conséquence de la tolérance de la société à l'égard de la violence en général. En outre, bien des gens considèrent que les parents sont libres d'élever leurs enfants comme ils l'entendent, tout en reconnaissant cependant qu'ils n'ont pas le droit de les maltraiter.

Remèdes

Pour aider les personnes qui maltraitent les enfants, il faut d'abord déterminer les raisons qui les font agir ainsi, puis les amener à modifier leur comportement. Cela est souvent long et difficile.

Parfois, la seule solution pratique est de soustraire temporairement ou définitivement l'enfant de son foyer. Mais il existe d'autres solutions.

En effet, si les parents agissent par ignorance, ou en raison de problèmes personnels ou d'une trop grande solitude morale, il suffit parfois de leur faire comprendre les étapes du développement d'un enfant et les principes d'une saine discipline.

L'aide peut aussi venir de l'intervention de certaines personnes: auxiliaire familiale, grands-parents adoptifs, gardiens occasionnels, amis, personnes d'expérience et de bon conseil; une aide financière, voire simplement l'installation d'un appareil téléphonique, peuvent aussi être utiles.

Ces moyens ne sont qu'une partie d'un programme d'aide spécifique relevant d'un spécialiste d'expérience. Mais l'aide des voisins et des amis est souvent très précieuse.

Mentionnons en outre l'existence des groupes de Parents anonymes, auxquels peuvent se joindre les personnes désireuses d'apprendre à maîtriser leur tendance à la violence envers les enfants. Grâce au soutien et à la sympathie de ces groupes de thérapie, les participants prennent

Le dépistage

conscience qu'ils ne sont pas les seuls à avoir des problèmes avec leurs enfants, ce qui peut les aider à résoudre leurs propres difficultés.

Si l'enfant est placé temporairement dans un autre foyer, les parents nourriciers peuvent contribuer à améliorer les rapports de ce dernier avec les parents naturels, ce qui permettra de réunir la famille à plus ou moins brève échéance. Mais si les parents refusent de collaborer, il faut parfois, dans l'intérêt de l'enfant, soustraire ce dernier à son foyer. Toute décision de cette nature relève des juges du Tribunal de la famille en application de la *Loi sur le bien-être de l'enfance*.

Les cas extrêmes de mauvais traitements sont facilement identifiables. Malheureusement, il est alors souvent trop tard pour agir: l'enfant peut déjà avoir subi des blessures graves ou même mortelles. Mais ces cas sont quand même relativement rares.

La seule façon de protéger les enfants maltraités est de s'occuper de leur famille. Il est donc infiniment regrettable que trop souvent, des parents qui auraient besoin d'aide n'en reçoivent aucune ou refusent celle qui leur est proposée.

Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour constater ou soupçonner l'existence de la plupart des formes de mauvais traitements. Plusieurs personnes en sont souvent témoins: ami, voisin, infirmière, enseignant, médecin, policier, travailleur social, prêtre, chauffeur d'autobus scolaire, moniteur, agent des services de libération conditionnelle ou concierge de l'immeuble où demeure l'enfant. Parfois, l'enfant maltraité se confiera à l'une d'elles.

Tout le monde a eu l'occasion de voir, dans un magasin ou un autobus, un adulte brutaliser ou humilier cruellement un enfant. Les témoins sont en général outrés, mais ils interviennent rarement et proposent encore plus rarement une aide quelconque. La prochaine fois que vous verrez une maman ou un papa impatient frapper son enfant, pourquoi ne pas lui dire, par exemple: "Est-ce que je pourrais vous aider? Voulez-vous que je me charge de l'enfant pendant que vous passez à la caisse?"

Parfois, les parents, conscients de ce qu'ils font, cherchent à se faire aider, mais ce n'est généralement pas le cas. Il n'est pas toujours facile de s'apercevoir qu'un enfant a été gravement maltraité. Souvent, les parents l'habillent de manière à cacher les marques des coups ou inventent une histoire d'accident que l'enfant répétera docilement.

Pour être en mesure de déterminer si l'explication fournie est plausible, le médecin examinera soigneusement l'enfant et exigera une radiographie. Cela peut lui permettre de découvrir d'anciennes fractures en voie de guérison.

Le plus souvent, les parents nient avoir brutalisé l'enfant. En ce cas, seules des preuves médicales permettront d'éviter les récidives ou d'intenter des poursuites judiciaires.

Certaines formes de mauvais traitements ne sont pas faciles à déceler. C'est le cas, par exemple, d'un sérieux retard de croissance ou de développement, qui peut provenir d'un déséquilibre physique, mais peut aussi résulter de la malnutrition ou de la négligence.

Le comportement ou l'apparence d'un enfant permet parfois de soupçonner la possibilité de mauvais traitements. Les bébés maltraités ont souvent le regard fixe. Quant aux enfants d'âge scolaire repliés sur eux-mêmes, anormalement désireux de plaire, agressifs, manipulateurs, boulimiques ou qui manifestent un

besoin anormal d'attention, qui sont sales ou mal habillés ou qui ont l'air famélique ou exténué, ce sont souvent des enfants brutalisés ou qui manquent d'affection.

Bien sûr, ces indices ne sont pas toujours le résultat de mauvais traitements, mais un adulte perspicace n'écartera pas d'emblée cette possibilité, même si elle lui paraît révoltante. Après tout, les parents ne sont-ils pas censés aimer leurs enfants?

La prévention

Pour prévenir les mauvais traitements infligés aux enfants, il faut d'abord prendre conscience de cette réalité et être déterminé à signaler aux autorités les cas d'enfants maltraités.

L'une des mesures préventives les plus efficaces consiste à renseigner les parents sur leur rôle et sur les étapes du développement de l'enfant.

Il serait bon que les éducateurs étudient la possibilité de donner aux enfants des écoles des notions d'éducation familiale, de psychologie de l'enfant et de relations humaines.

Les personnes appelées de par leur travail à rencontrer des enfants maltraités ou à recevoir des rapports sur des cas possibles de mauvais traitements ont une lourde responsabilité.

La rejeter, c'est risquer la vie, la santé, l'équilibre et le bonheur d'un enfant.

Sans compter que bien des enfants maltraités maltraiteront à leur tour leurs enfants, puisque c'est la seule forme d'éducation qu'ils connaissent.

Selon certaines études, un grand nombre des criminels dangereux ont été brutalisés, négligés ou abandonnés dans leur enfance.

Aussi est-il essentiel que les médecins, le personnel hospitalier, les enseignants et les travailleurs

sociaux prennent conscience de ce problème. Certains ont de la difficulté à admettre cette réalité ou ne parviennent pas à vaincre la répugnance que leur inspirent les bourreaux d'enfants.

D'autres éprouvent beaucoup de difficulté à travailler avec ces derniers ou à collaborer avec les spécialistes d'autres professions. Seul un dévouement profond à la cause de l'enfance maltraitée peut les aider à vaincre leurs réticences.

Enfin, les spécialistes doivent faire montre d'une grande compétence et de beaucoup de doigté et être prêts à faire face à l'hostilité, à l'animosité et aux échecs répétés. Chaque spécialiste a ses propres problèmes. Pour un médecin, par exemple, cela peut être de partager ses responsabilités avec d'autres spécialistes et de leur faire confiance.

Un travailleur social, habitué à ne pas porter de jugement, peut trouver difficile d'exercer l'autorité que lui confère sa qualité d'agent de la société d'aide à l'enfance. Quant à l'enseignant, il peut craindre, en faisant part de ses soupçons, de mettre en danger les frères et soeurs d'un enfant maltraité.

Mais l'écueil le plus sérieux est le sentiment général que les parents ont le droit absolu de punir leurs enfants comme ils l'entendent.

Heureusement, depuis quelques années, grâce aux cours de formation prénatale et postnatale et à l'enseignement préscolaire, le public comprend mieux ses responsabilités à cet égard. À mesure que ces programmes se répandent, les parents apprennent à mieux s'occuper de leurs enfants, ce qui contribue à réduire le nombre de cas de mauvais traitements.

Mentionnons enfin les services de soutien qui apportent aide et conseil aux parents en difficulté. C'est à eux, par exemple, que peut recourir un père ou une mère célibataire ayant de jeunes enfants, dont l'un est malade ou bouleversé pour une raison quelconque, alors qu'eux-mêmes ont besoin de sommeil ou de distraction. Ce genre de ressources communautaires est essentiel pour éviter que des parents fatigués ou surmenés ne s'en prennent à leurs enfants.

Le problème de l'enfance maltraitée concerne tout le monde, mais plus particulièrement les personnes qui, de par leur travail, sont souvent en contact avec des enfants. En vertu des amendements apportés en 1978 à la *Loi sur le bien-être de l'enfance*, ces personnes sont tenues de signaler aux sociétés d'aide à l'enfance les cas d'enfants maltraités, sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à \$1,000.

La loi confie aux agents des sociétés d'aide à l'enfance la responsabilité de prendre les mesures nécessaires, ce qui peut signifier, le cas échéant, soustraire immédiatement un enfant maltraité à sa famille.

Elle les autorise aussi à intervenir, par exemple, pour obliger les parents à faire hospitaliser leur enfant si le médecin le juge à propos.

Toutes les sociétés d'aide à l'enfance ont un service d'urgence, accessible le jour et la nuit, sept jours par semaine. Dans les régions isolées où il est difficile de communiquer rapidement avec la société d'aide à l'enfance, des mesures sont prévues pour que d'autres personnes, notamment la police, puissent intervenir en cas d'urgence. Il ne faut jamais hésiter à communiquer avec la société d'aide à l'enfance de sa région.

Mais quels que soient les effectifs et le personnel compétent dont elles disposent, les sociétés d'aide à l'enfance ont besoin de l'appui et de la collaboration des spécialistes et du public.

Rôle des spécialistes

Malheureusement, on croit trop souvent que la fonction essentielle de ces sociétés est d'arracher les enfants à leur foyer. Aussi arrive-t-il souvent que des voisins, des enseignants ou le personnel hospitalier, convaincus qu'il faut soustraire l'enfant maltraité à ses parents, soient déçus ou irrités de constater que la société d'aide à l'enfance le laisse dans sa famille.

Mais il n'existe jamais deux cas identiques. Dans toute la mesure du possible, les agents de la société s'efforcent de ne pas séparer la famille, préférant au contraire aider les parents à résoudre les problèmes qui sont à l'origine du mal.

Les spécialistes qui s'occupent des enfants maltraités et de leur famille apportent à ce travail tout un éventail de compétences et de point de vues. En plus d'être compétents et expérimentés dans leur domaine, ils doivent, dans l'intérêt des enfants, travailler en collaboration et dans un climat d'entente et de confiance réciproques.

Il est souhaitable qu'ils puissent travailler en équipe, pour que chaque cas soit examiné par un groupe de personnes compétentes et bénéficie de toutes les ressources humaines nécessaires.

En général, il existe deux types d'équipes multidisciplinaires travaillant dans ce domaine en Ontario. L'équipe traditionnelle, qui s'occupe de cas spécifiques, se retrouve généralement dans un hôpital, parfois dans une société d'aide à l'enfance. Elle s'occupe surtout de dépistage, de diagnostic, d'évaluation et de traitement. Certaines équipes ont mis au point des objectifs et des méthodes spécifiques, des traitements et des techniques d'intervention efficaces et des moyens pour assurer le suivi des cas traités. D'autres connaissent certaines difficultés à différentes étapes de leurs activités.

Dans nombre de collectivités, des groupes ou conseils communautaires entreprennent un effort commun et se chargent de la planification et de la coordination sur une vaste échelle. Parmi leurs objectifs, mentionnons la mise sur pied de petits comités pour seconder les équipes de

Rôle des agents d'intervention

spécialistes, la mise au point de ressources communautaires diverses, l'éducation du public, la formation de spécialistes ou le règlement de conflits entre les différents organismes. Un grand nombre des activités qui se déroulent en Ontario et ailleurs s'inscrivent dans la ligne de ce type d'équipe.

Parmi les spécialistes qui peuvent soupçonner un cas possible de mauvais traitements, il y a le policier, notamment dans les cas les plus tragiques.

Les enquêtes policières sont souvent très utiles aux agents des sociétés d'aide à l'enfance. Il est donc important que ces derniers entretiennent de bonnes relations avec les policiers. Mentionnons aussi l'infirmière de la santé publique, dont le rôle est souvent irremplaçable. Elle voit en effet les enfants à l'école, ce qui peut lui permettre d'entrer plus facilement en contact avec les parents pour les aider.

Les jardinières d'enfants et les enseignants ont souvent un rôle essentiel à jouer, soit pour signaler à l'infirmière les cas possibles de mauvais traitements soit pour apporter leur témoignage, le cas échéant. Leur collaboration, tout comme celle des médecins ou des travailleurs sociaux, est essentielle au dépistage, au traitement et à la prévention des cas de mauvais traitements.

De par leur travail, les médecins et le personnel hospitalier, notamment dans les services d'urgence des hôpitaux, ont l'occasion de soigner des enfants ayant subi des sévices. Ils sont en mesure de distinguer un cas de mauvais traitement d'un accident véritable.

Rôle du public

Il est important aussi que les administrateurs des organismes sociaux, des écoles, des hôpitaux et des garderies encouragent le travail de leur personnel à cet égard. Il arrive parfois que des spécialistes négligent de signaler un cas en croyant que cela n'avancera à rien, pour respecter le secret professionnel ou parce qu'ils ne savent pas exactement comment procéder. Leurs hésitations peuvent provenir d'un manque de formation, de sentiments contradictoires, d'une méfiance envers les membres d'autres professions ou de la crainte de se compromettre inutilement. Mais cela ne doit jamais les empêcher d'agir, car il y va de la sécurité ou de la vie d'un enfant.

De nombreux médecins travaillant au sein d'une équipe multidisciplinaire ont l'occasion d'examiner et de soigner des enfants ayant subi des sévices. Leur témoignage est souvent très important pour aider à protéger un enfant, sans compter l'importance qu'il peut avoir devant les tribunaux.

Peut-être n'aurez-vous jamais l'occasion de voir un enfant victime de brutalité, d'agression sexuelle ou de négligence grave. Mais si cela vous arrive, n'oubliez pas que vous êtes tenu par la loi de le signaler ou de faire part de vos soupçons légitimes. Les renseignements communiqués sont confidentiels et n'entraînent aucune poursuite contre leur auteur, s'ils sont communiqués en toute bonne foi et sont raisonnablement fondés.

Rôle et influence du gouvernement

En 1966, l'Ontario a institué un registre central de l'enfance maltraitée à partir des rapports des sociétés d'aide à l'enfance.

Par la suite, un comité pour la protection de l'enfance a été mis sur pied au sein du ministère des Services sociaux et communautaires, pour promouvoir et encourager les initiatives locales dans toute la province.

Par le biais d'un programme de protection de l'enfance, le ministère encourage la création de comités locaux de planification et de surveillance des efforts de dépistage, de traitement et de prévention.

Dans le cadre de ce programme, des subventions à la recherche et à des projets pilotes sont accordées pour venir en aide aux groupes et aux particuliers désireux de se renseigner ou de diffuser des informations sur la question. Des programmes d'éducation populaire et de formation professionnelle ont été mis sur pied dans toutes les régions, qui peuvent compter sur du matériel pédagogique, notamment une série de films et de guides à l'usage des spécialistes.

Un nombre croissant de particuliers et de groupes travaillent au sein des organismes locaux et communautaires à la mise en oeuvre de programmes d'amélioration des méthodes de prévention, de dépistage et de traitement. Leurs initiatives sont tout aussi remarquables que leur désir de partager les renseignements recueillis et l'expérience acquise.

L'idéal serait qu'il existe un comité de protection de l'enfance dans chaque collectivité, afin de mobiliser les ressources à tous les niveaux. Cela est possible: il suffit de le vouloir.

Renseignements

Pour tout renseignement sur la protection de l'enfance, communiquer avec la Société d'aide à

l'enfance de sa localité ou avec le bureau du ministère de sa région.

Sociétés d'aide à l'enfance

Algoma 65 Willow Avenue Sault Ste. Marie Ontario P6B 5B1 (705) 949-0162	Essex 690 Cataraqui St. Windsor, Ont. N9A 3P1 (519) 252-1171	Hamilton-Wentworth 143 Wentworth St. S. Hamilton, Ont. L8N 2Z1 (416) 522-1121
Brant Box 774 70 Chatham St. Brantford, Ont. N3T 5R7 (519) 753-8681	Essex R.C. Box 2306 Walkerville Postal Station 1700 Assumption St. Windsor, Ont. N8Y 4S2 (519) 256-3176	Hamilton-Wentworth R.C. 627 Main St. E. Ste. 302 Hamilton, Ont. L8M 1J5 (416) 525-2012
Bruce Box 279 208 Scott St. Walkerton, Ont. N0G 2V0 (519) 881-1822	Frontenac 329 Johnson St. Kingston, Ont. K7L 1Y6 (613) 542-7351	* Hastings Box 186 311 Front St. Belleville, Ont. K8N 5A2 (613) 962-9291
Dufferin Court House 51 Zina St. Orangeville, Ont. L9W 1E5 (519) 941-1530	Grey Box 129 715-3rd Ave. E. Owen Sound, Ont. N4K 5P1 (519) 376-7893	Huron 46 Gloucester Terrace Goderich, Ont. N7A 1W7 (519) 524-7356
* Durham Box 321 200 John St. W. Oshawa, Ont. L1H 7L3 (416) 723-5211	* Haldimand 653 Broad St. W. Dunnville, Ont. N1A 1T8 (416) 774-7471	* Kapuskasing Box 188 20 Stewart St. Kapuskasing, Ont. P5N 2Y3 (705) 335-2301
Elgin 27 Southwick St. St. Thomas, Ont. N5R 3R7 (519) 631-1492	Halton 467 Speers Rd. Oakville, Ont. L6K 3S4 (416) 844-8211	Kawartha-Haliburton 570 Water St. Peterborough, Ont. K9H 3M8 (705) 743-9751

* Communiquer avec les Services
à la famille et à l'enfance

* Kenora R.R. #1 Ocean Ave. Kenora, Ont. P9N 3W7 (807) 468-5508	* London & Middlesex Box 848 Station "B" 164 Albert St. London, Ont. N6A 4Z5 (519) 434-8461	Ottawa 1370 Bank St. Ottawa, Ont. K1H 7Y3 (613) 733-0670
Kent Box 157 435 Grand Ave. W. Chatham, Ont. N7M 5K3 (519) 352-0440	* Muskoka Box 1107 62 Kimberly Bracebridge, Ont. P0B 1C0 (705) 645-4426	* Oxford Box 312 92 Light St. Woodstock, Ont. N4S 7X6 (519) 539-6176
Lambton Box 41 720 N. Christina St. Sarnia, Ont. N7T 7H8 (519) 337-3231	* Niagara Region Box 516 311 Geneva St. St. Catharines, Ont. L2R 6W5 (416) 937-7731	Parry Sound 76 Church St. Parry Sound, Ont. P2A 1Z1 (705) 746-5851
Lanark 33 Craig St. Perth, Ont. K7H 1X8 (613) 267-3140	* Nipissing Box 1035 240 Algonquin Ave. North Bay, Ont. P1B 8K3 (705) 472-0910	Peel 49 Kennedy Rd. S. Brampton, Ont. L6W 3E4 (416) 453-4200
* Leeds & Grenville Box 549, R.R. #1 Brockville, Ont. K6V 5V7 (613) 342-0310	* Norfolk Box 601 County Bldg. Simcoe, Ont. N3Y 4M1 (519) 426-4290	Perth Box 278 380 Hibernia St. Stratford, Ont. N5A 6T1 (519) 271-5290
Lennox & Addington 41 Dundas St. W. Napanee, Ont. K7R 1Z5 (613) 354-4724	* Northumberland 230 Walton St. Port Hope, Ont. L1A 1P2 (416) 885-8131	Porcupine 54 Algonquin Blvd. E. Timmins, Ont. P4N 1A2 (705) 264-4257

* Communiquer avec les Services
à la famille et à l'enfance

Prescott & Russell
Box 248
Plantagenet, Ont.
K0B 1L0
(613) 673-5148

Prince Edward
Box 1510
6 Ross St.
Picton, Ont.
K0K 2T0
(613) 476-2765

Rainy River
Box 234
Fort Frances, Ont.
1457 Idylwild Drive
P9A 3M6
(807) 274-3281

***Renfrew**
1219 Pembroke St. E.
Pembroke, Ont.
K8A 7R8
(613) 735-6866

Simcoe
County Administration
Centre
Midhurst, Ont.
L0L 1X0
(705) 726-6587

**Stormont, Dundas &
Glengarry**
Box 994
27 York St.
Cornwall, Ont.
K6H 5V1
(613) 933-2292

Sudbury-Manitoulin
1492 Paris St.
Sudbury, Ont.
P3E 3B8
(705) 522-8600

***Temiskaming**
Box 1084
64 Government Rd. W.
Kirkland Lake, Ont.
P2N 3L1
(705) 567-9201

Thunder Bay
Box 2027, Station P
309 South Court
Thunder Bay, Ont.
P7B 5E7
(807) 344-9124

Toronto
33 Charles St. E.
Toronto, Ont.
M4Y 1R9
(416) 924-4646

Toronto R.C.
26 Maitland St.
Toronto, Ont.
M4Y 1C6
(416) 925-6641

Waterloo
355 Charles St. E.
Kitchener, Ont.
N2G 2P8
(519) 576-0540

****Wellington**
Box 1088
55 Delhi St.
Guelph, Ont.
N1H 6N3
(519) 824-2410

York
Box 358
85 Eagle St. W.
Newmarket, Ont.
L3Y 4X7
(416) 895-2318

**Jewish Family and Child
Service of Metropolitan
Toronto**
3101 Bathurst St.
6th Floor
Toronto, Ont.
M6A 2A6
(416) 781-1592

**Ontario Association of
Children's Aid Societies**
2323 Yonge St.
Suite 505
Toronto, Ont.
M4P 2C9
(416) 481-5223

* Communiquer avec les Services
à la famille et à l'enfance

** Communiquer avec la Société
d'aide à l'enfance ou les Services
d'orientation familiale

Bureaux régionaux du ministère

Nord de l'Ontario

Sudbury

111, rue Larch
Bureau 801
Sudbury, Ont.
P3E 4T5
(705) 675-4541

Thunder Bay

710, av. Victoria
Bureau 301
Thunder Bay, Ont.
P7C 5P7
(807) 475-1345

Timmins

C.P. 1720
South Porcupine, Ont.
P0H 1H0
(705) 235-3363

Peterborough

263½, rue George nord
Peterborough, Ont.
K9J 3G9
(705) 743-1624

Centre de l'Ontario

Barrie

70, rue Collier
5^e étage C.P. 910
Barrie, Ont.
L4M 4Y6
(705) 737-1311

Toronto

110 ouest, av. Eglinton
3^e étage
Toronto, Ont.
M4R 2C9
(416) 481-5156

Sud-Ouest de l'Ontario

Hamilton

Place St. John
2^e étage
499, rue King est
Hamilton, Ont.
L8N 1E1
(416) 525-6431

London

Edifice IBM
5^e étage
195, av. Dufferin
London, Ont.
N6A 1K7
(519) 438-8387

Sud-Est de l'Ontario

Kingston

336, rue Alfred
Kingston, Ont.
K7L 3S5
(613) 549-6461

Ottawa

2197 Riverside Drive East
Bureau 705
Ottawa, Ont.
K1H 7X3
(613) 523-7466

A standard linear barcode is positioned vertically on the right side of the page. It consists of vertical black lines of varying widths on a white background. The barcode is oriented from top to bottom.

3 1761 11470321 8